

Info Marne

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Logique de guerre contre désir de paix	1
1 ^{er} mai dans la Marne : Plus de 1 000 manifestants	2
Vatry - GXO Logistics : Grosse interrogation sur l'avenir du site.....	2
Reims- Verrerie OI (ex BSN) : Fermeture d'un four- Quelle stratégie ?	2
Cheminots : Tous en grève le 10 juin !.....	3
Darmstadt - 8 mai : Commémoration de la victoire contre le nazisme	3
Metz - 11 juin : Rassemblement devant le Conseil régional.....	3
On est la CGT !	3

Édito : Logique de guerre contre désir de paix



Le 5 février dernier, Catherine VAUTRIN, ministre des Armées et Jean Pierre FARANDOU, ministre du Travail sont venus à Montmirail chez Axon'Cable, leader français du câblage de haute technologie, en particulier dans le domaine médical, pour déclarer « la mobilisation générale » autour des besoins de la défense.

Ailleurs en France, comme chez Axon'Cable, de nombreux sites industriels voient ainsi leurs productions se réorienter ou s'accélérer vers l'armement, sous l'effet de la hausse des commandes et de la logique d'économie de guerre.

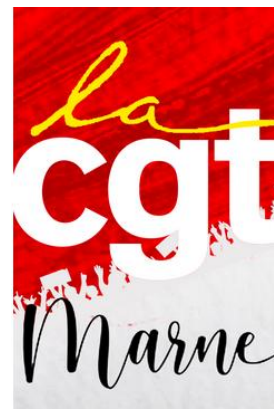
Cette évolution pose une question syndicale majeure : quand l'outil industriel change de finalité, quelle parole portent les organisations syndicales sur le sens du travail, l'utilité sociale de la production, et la responsabilité vis-à-vis des peuples qui subissent les conflits ?

Cette question concerne directement la CGT et l'ensemble du mouvement syndical.

- ▶ Quand une usine passe d'une production civile à une production militaire, quelle position syndicale est portée publiquement ?
- ▶ Quelle société défend-on ? Une société qui finance la guerre, ou une société qui protège la vie, la santé, le travail utile et la dignité humaine ?
- ▶ Les syndicats défendent-ils uniquement l'emploi, ou aussi le contenu social, humain et politique de ce qui est produit ?
- ▶ Peut-on accepter que les salariés assurent la production pendant que, parallèlement, les profits de guerre augmentent ?
- ▶ Comment expliquer que les budgets militaires progressent alors que, dans le même temps, les ménages voient leur reste à vivre diminuer sous l'effet de l'inflation, du logement, de l'énergie et des dépenses contraintes ?

Car il existe un lien social clair : les dépenses publiques orientées vers l'armement se font dans un contexte où beaucoup de travailleurs peinent déjà à vivre dignement. La guerre détruit des vies là-bas, mais elle pèse aussi sur le pouvoir de vivre ici.

Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'Union Départementale CGT de la Marne



7 mai 2026
#146

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr

SCANNEZ
le QR code pour
télécharger
l'application de
l'UD CGT 51



1^{er} mai dans la Marne :

Plus de 1 000 manifestants

Comme chaque année pour le 1^{er} mai, plusieurs manifestations étaient organisées dans la Marne, à Reims, Epernay, Châlons-en-Champagne et Vitry-le-François.

A Reims, plus de 600 personnes ont manifesté. En tête de cortège, le message inscrit sur la banderole intersyndicale « Contre la guerre impérialiste ! », soulignait la priorité du moment face à la montée des périls.



Les manifestants ont affirmé leur combat contre la vie chère face à l'explosion des coûts de l'énergie, contre l'extrême-droite et pour le progrès social.



Cette journée s'inscrivait aussi dans la défense du 1^{er} mai comme seul jour férié et

chômé que le gouvernement et ses alliés d'extrême-droite s'obstinent à vouloir remettre en cause.

Vatry - GXO Logistics : *Grosse interrogation sur l'avenir du site*

Les 200 salariés de GXO-Logistics (ex Norbert Dantressangle, racheté par l'américain GXO) implanté depuis 19 ans à Vatry, sont dans l'expectative. La plate-forme de gestion de marchandises a perdu le contrat qui la liait avec Cora depuis le rachat de l'enseigne par Carrefour, un contrat qui assurait l'essentiel de son activité. Le contrat restant avec Zalando (entreprise allemande de commerce en ligne), apparaît très fragile.

Dans ce contexte d'incertitude, la direction a proposé un accord de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) en incluant le transfert obligatoire des postes de caristes, chargeurs-déchargeurs et préparateurs vers des postes de conditionneurs, dont les activités sont totalement différentes. En cas de refus, le salarié serait licencié pour cause réelle et sérieuse.

Face au refus des syndicats qui s'opposent au chantage et craignent une dégradation des conditions de travail, la direction a interrompu le dialogue et menacé d'un plan social « beaucoup moins avantageux pour les salariés ». Avec ce nouveau chantage, elle a communiqué directement auprès des salariés en tentant en vain de disqualifier les organisations syndicales.

Pour l'instant la situation apparaît donc bloquée, la direction ne délivre les informations qu'au compte-goutte, ce qui suscite les plus graves interrogations sur l'avenir du site.

Reims - Verrerie OI (ex BSN) :

Fermeture d'un four- Quelle stratégie ?



Après avoir supprimé 340 emplois dans ses diverses implantations hexagonales en 2025, le géant américain des emballages en verre (Owen-Illinois) a décidé de fermer un des deux fours du site de Reims du 1^{er} juillet jusqu'à la mi-novembre. En cause selon la direction, la crise liée à la baisse de consommation du vin (moins 18% d'expéditions du champagne depuis 2022) et la fragilisation durable du marché du verre. Parallèlement, dans le Gard le groupe a décidé la fermeture du site de Vergèze, et en Gironde la mise à l'arrêt d'un four de Vayres pendant six mois.

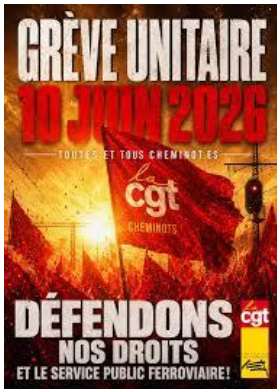
L'usine de Reims, qui emploie 250 salariés et qui produit 300 millions de bouteilles par an, avait été relativement épargnée lors de la précédente restructuration.

A la direction qui affirme qu'il n'y aura pas de conséquence sociale ni de chômage partiel, la CGT de la fédération Verre et Céramique répond que les travailleurs n'ont pas à payer l'absence de stratégie industrielle claire pour stabiliser l'activité, redonner des perspectives durables aux sites et aux équipes. Il s'agit de relancer l'activité et non pas se contenter de gérer les reculs.

[\(Voir le reportage de France 3\)](#)

Cheminots :

Tous en grève le 10 juin !



L'ensemble des fédérations de cheminots se sont réunies mercredi 6 mai à Paris afin de déposer un préavis de grève pour le mercredi 10 juin.

Dans la Marne, la CGT des cheminots a entamé un déploiement auprès des équipes, dans les différents chantiers, bureaux et ateliers d'Épernay, Reims et Châlons-en-Champagne le 5 mai. De nouvelles rencontres avec les salariés auront lieu le 19 mai afin de préparer la journée de grève du 10 juin.

Pouvoir d'achat, conditions de vie et de travail, emploi, couverture conventionnelle, conséquences délétères de l'ouverture à la concurrence sont à l'ordre du jour, y compris dans les filiales.

[\(Voir le communiqué\)](#) et [le préavis intersyndical](#))

Darmstadt - 8 mai :

Commémoration de la victoire contre le nazisme



Chaque année, en alternance avec le syndicat frère allemand DGB, la CGT du Grand Est organise la commémoration du 8 mai dans un lieu historique.

Après le Struthof en Alsace en 2025, c'est le centre Margit-Horwath, situé sur le camp de concentration de Walldorf au

Sud de Francfort, qui a été retenu. Un centre qui porte le nom d'une femme déportée et qui aborde les problématiques du présent en lien avec l'arrière-plan historique de la période nazie : le racisme, l'antisémitisme, la montée de l'extrême-droite.

L'Union Départementale CGT de la Marne sera présente.

Metz - 11 juin : Rassemblement devant le Conseil régional.

Une réunion plénière exceptionnelle du Conseil régional sur la situation de l'industrie dans le Grand-Est se tiendra le 11 juin à Metz. À cette occasion, la CGT du Grand-Est organise un rassemblement devant le siège du Conseil régional.

La région Grand-est est une des régions les plus industrielles de France mais elle est aussi celle qui a connu le plus fort recul au cours de la décennie passée.

Face aux plans de licenciement qui frappent la plupart des secteurs, les salariés ne se résignent pas et la CGT entend se battre à leurs côtés pour défendre les outils de production, les savoir-faire et les emplois.

On est la CGT !



Le député ciottiste Charles ALLONCLE, rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur « la neutralité, le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public », préconise une « refonte » de Radio France et France Télévisions qui n'est rien d'autre qu'une entreprise de démolition en règle du service public.

Il propose ainsi de réaliser un milliard d'économies, soit le quart du budget global de l'audiovisuel public en réduisant le périmètre public comme peau de chagrin !

Nul doute qu'avec un tel projet un excellent documentaire comme On est la CGT ! ne pourrait plus être conçu, produit, réalisé et diffusé sur une chaîne de service public comme France 5, que ce porte-flingue de BOLLORÉ propose d'ailleurs de supprimer... [Voir On est la CGT !](#)

[\(lire l'article du Figaro\)](#)

POUR AUGMENTER NOS RÉMUNÉRATIONS

**ON
S'OR
GA
NISE**

Fin des primes au mérite

Reconnaissance des qualifications

Indexation sur l'inflation

1^{er} échelon au minimum à 2 200 € brut

Égalité salariale femme / homme

+ 10 % minimum du point d'indice

Titulaire / contractuel·les : à travail égal, rémunération égale

Revalorisation des grilles indiciaires

